

Clinton, Major et la financiarisation

Pour scandaleuses qu'elles soient les frasques sexuelles de William Clinton ne constituent qu'une part négligeable de sa malfaisance. C'est à lui et à John Major que l'on doit la financiarisation des économies occidentales et la chute économique et industrielle des puissances naguère capitalistes. Au milieu des années 90 Clinton et Major ont remplacé l'économie de production fondée sur l'agriculture, l'industrie, les services par l'économie financiarisée. Dans l'économie de production les investissements se font dans le secteur productif tandis que dans l'économie financiarisée les investissements se font dans la production à l'extérieur de l'Occident et dans les marchés de l'occasion en Occident. Ces marchés de l'occasion sont la bourse, l'immobilier ancien, l'or, les pierres précieuses, les vieux bijoux, les vieilles oeuvres d'art, les voitures d'occasion, etc. C'est ce qui explique que depuis 2008 le PIB réel d'un pays comme la France régresse d'environ 1 % par an. Et pourtant le PIB nominal ne cesse de croître. Comment est-ce possible ?

C'est le miracle de la financiarisation ! En voici le fonctionnement.

Dans une économie financiarisée l'investissement se fait non pas dans l'appareil productif mais dans le marché de l'occasion.

Quand on investit dans l'appareil productif on accroît la production donc la valeur ajoutée et par conséquent on accroît le PIB qui n'est jamais que l'agrégat, la somme de toute la valeur ajoutée produite dans le pays.

Quand on investit dans le marché de l'occasion (actions, immobilier, or, diamants, tableaux, etc) on n'accroît pas la production. Par contre toutes les transactions sur le marché de l'occasion donnent lieu à des taxes et à des commissions qui elles sont incluses dans le PIB. Si les cours sur les marchés de l'occasion ne cessent de grimper et la fréquence des transactions de croître alors les taxes et commissions aussi et par conséquent le PIB également. Mais c'est une croissance sans production. Et cette croissance apportée par le marché de l'occasion ne peut pas être redistribuée car si elle parvenait à l'économie réelle alors elle engendrerait de l'inflation. C'est pourquoi l'état redonne à la finance cette croissance artificielle du PIB sous la forme de baisse des impôts.

Bien entendu la finance réinjecte l'argent que lui reverse l'état dans le marché de l'occasion. Parfois même il sert à racheter le patrimoine public bradé. Cet afflux de capitaux engendre une forte inflation financière sous la forme de bulles immobilières et boursières qui à leur tour contribuent à accroître de manière artificielle le PIB. C'est un cercle vicieux au sens propre comme figuré ! Mais le problème c'est que le PIB réel, le PIB qui correspond à la production réelle, ne cesse de baisser, du moins en France, probablement aussi au RU, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, etc. Et les travailleurs ne comprennent pas pourquoi les riches deviennent chaque fois plus riches alors qu'eux non seulement ne profitent pas mais voient leur niveau de vie baisser. En fait les riches ne deviennent pas plus riches, du moins la plupart d'entre eux. Ils ont toujours le même nombre d'actions sur les mêmes entreprises, les mêmes biens immobiliers, les mêmes tableaux, etc. La seule chose qui change c'est le cours ou la valeur de leurs biens.

Il arrive un moment où le brave populo se fâche tout rouge parce qu'il ne comprend pas ce qui se passe. Et comme le peuple ne pige pas ça donne les Gilets Jaunes, la crise des retraites, etc.

Pour éviter l'explosion sociale il faut donc une purge afin de faire chuter les cours du marché de l'occasion et dégonfler le PIB. C'est ce qui vient de se produire avec l'épidémie de C-19, tombée à point nommé !

Les états occidentaux ont amorcé le processus de financiarisation accélérée après la crise des subprimes grâce aux Quantitative Easings qui sont de la création monétaire qui permet aux banques centrales de racheter des titres des dettes publiques sur le marché secondaire. La finance s'est débarrassée de créances impossibles à recouvrer et s'est empressée de réinjecter l'argent ainsi « libéré » dans le secteur financier, ce qui a relancé les bulles financières au lendemain de la purge de 2007-2008. Bien entendu les dettes acquises par les banques centrales sont payées sous forme d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat par les peuples de la zone euro, des USA ou du Japon.

Comment sortir de la financiarisation ?

L'unique solution pour sortir de la financiarisation consiste à mener une politique industrielle qui force les capitalistes à investir leur argent dans l'appareil productif en France.

Comment procéder ?

Tout d'abord il faut empêcher les capitaux français d'aller s'investir dans l'industrie chinoise, polonaise, turque, vietnamienne et les capitaux étrangers de venir s'investir dans les marchés de l'occasion en France. C'est le rôle du contrôle des mouvements de capitaux.

Il faut ensuite rendre inintéressant l'investissement spéculatif en France (or, immobilier, actions, etc) en taxant à 99 % les plus-values boursière, immobilière, etc. Par contre l'investissement industriel et agricole doit être chouchouté sur le plan fiscal.

Il faut que le marché français soit sanctuarisé et réservé aux seules entreprises françaises. C'est ici que l'état français doit jouer son rôle de stratège et de chef d'orchestre. Il doit non seulement rétablir le protectionnisme mais aussi mettre en place un plan économique avec des objectifs industriels clairs : tout ce qui est consommé en France doit être fabriqué en France, y compris l'énergie. Certes on ne peut pas se passer de pétrole mais on peut lancer immédiatement la construction des MSFR de conception française qui permettrait de se débarrasser des déchets radioactifs dangereux durant des centaines de millions voire deux milliards d'années en les transformant en électricité et en déchets dangereux durant 10 ans tout au plus pour 80 % des déchets actuels et en déchets dangereux durant moins de trois siècles pour les 20 % restants. La France a suffisamment de déchets radioactifs pour produire de l'électricité durant au moins une dizaine de siècles !

La politique industrielle ça consiste pour l'état à investir dans le MSFR, dans la robotique, dans l'espace, dans l'armement, la sécurité sanitaire et alimentaire, à diviser le nombre de fonctionnaires par au moins 3, à rendre leur liberté aux DOM-TOM et à la Corse. C'est un chantier immense. Le but de la politique industrielle c'est non seulement d'avoir une croissance de 10 à 15 % pendant au moins 20 ans mais aussi de remettre les Français au travail dans l'industrie, le commerce, les services et l'agriculture, de réformer la formation professionnelle qui est contrôlée par des enseignants communistes, de fermer le pays à l'immigration de peuplement, de virer de l'éducation nationale tous ceux qui n'enseignent

pas, de virer du système de santé tous ceux qui ne soignent pas, de renvoyer tous les hauts fonctionnaires prévaricateurs, malhonnêtes, fabricants de fausse complexité inutile. Le système éducatif doit redevenir ce qu'il fut avant les réformes de Haby, Jospin, Fillon, Belkacem et Blanquère.

Pour inciter les capitalistes à investir dans l'industrie un peu d'inflation ne serait pas une mauvaise chose.